

**Ordonnance**

Entrée en vigueur :

01.01.2002

*du 17 décembre 2002***approuvant l'avenant I modifiant l'annexe I  
(tarifs des traitements ambulatoires) à la convention  
concernant les traitements ambulatoires passée  
entre santésuisse et l'Hôpital cantonal de Fribourg**

---

*Le Conseil d'Etat du canton de Fribourg*

Vu la loi fédérale du 18 mars 1994 sur l'assurance-maladie (LAMal), notamment l'article 46 al. 4;

Vu l'ordonnance fédérale du 27 juin 1995 sur l'assurance-maladie (OAMal), notamment les articles 46, 47, 48, 50 et 50a;

Vu la convention du 9 mars 1998 concernant les traitements ambulatoires passée entre santésuisse, à Soleure, et l'Hôpital cantonal de Fribourg ainsi que son annexe I du 22 décembre 1998;

**Considérant :**

Par arrêté du 26 mai 1999, le Conseil d'Etat du canton de Fribourg a approuvé l'avenant I et l'annexe I à la convention concernant les traitements ambulatoires, passée le 9 mars 1998 entre santésuisse, à Soleure, et l'Hôpital cantonal de Fribourg.

L'avenant I du 30 août 2002 fixe la valeur du point pour les prestations de physiothérapie à 0 fr. 81, d'ergothérapie et de diététique à 0 fr. 90 et de logopédie à 0 fr. 95.

Le tarif a été fixé pour une durée limitée, soit jusqu'au 31 décembre 2002, sauf reconduction expresse des parties.

En application de l'article 46 al. 4 LAMal, cet avenant doit être approuvé par le Conseil d'Etat.

Sur la proposition de la Direction de la santé publique et des affaires sociales,

*Arrête :*

**Art. 1**

<sup>1</sup> L'avenant I du 30 août 2002 modifiant l'annexe I à la convention concernant les traitements ambulatoires, passée le 9 mars 1998 entre santésuisse, à Soleure, et l'Hôpital cantonal de Fribourg, est approuvé.

<sup>2</sup> Sa durée est limitée au 31 décembre 2002, sauf reconduction expresse des parties.

**Art. 2**

La valeur du point est fixée comme il suit:

- a) pour les prestations de physiothérapie: 0 fr. 81;
- b) pour les prestations d'ergothérapie et de diététique: 0 fr. 90;
- c) pour les prestations de logopédie: 0 fr. 95.

**Art. 3**

Cette ordonnance entre en vigueur avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2002.

Le Président:

P. CORMINBŒUF

Le Chancelier:

R. AEBISCHER